



Comité National d'Action Sociale du 16 novembre 2018

Face à la désinvolture (le mépris ?) du Secrétariat général, la réponse de la CFDT

Madame la secrétaire générale,

A l'instar de ses camarades des organisations syndicales, la CFDT Finances n'assistera pas au Comité national d'action sociale (CNAS) d'aujourd'hui.

A cela, des raisons multiples, mais deux axes principaux de mécontentements majeurs, d'abord sur le dialogue social, ensuite sur l'Action sociale elle-même.

S'agissant du dialogue social, une énumération rapide se suffit à elle-même, pour illustrer son inexistence de fait :

- Au CNAS du 10 juillet 2018, une demande d'audience intersyndicale vous alertait sur la situation dramatique des services sociaux à Marseille. Depuis, aucune réponse de votre part ;
- Nous vous avons adressé à nouveau, récemment, un courrier dénonçant la coupe budgétaire de quasiment 5 millions d'euros sur la subvention 2018 de l'association qui gère les problématiques liées au logement au ministère, l'ALPAF, toujours sans réponse ;
- Enfin, le calendrier prévisionnel des CNAS soumis pour validation aux organisations syndicales n'en fixe que deux en 2019, alors même que les textes en prévoient au minimum trois chaque année.

Concernant l'Action sociale elle-même :

- Malgré vos affirmations, le budget prévisionnel 2019 est en rétractation significative, d'au moins 3,5 millions d'euros ;
- Du coup, le problème crucial du financement de l'ALPAF, dans lequel vous « taillez » allègrement (Moins 4,9 millions d'euros en 2018, et moins de 1 million en 2019) et son existence elle-même, va se poser rapidement. A la fin, ce sont les agents qui feront les frais de votre vision strictement budgétaire ;
- Dans la même logique, les documents préparatoires fournis par l'Administration font apparaître, de manière plus ou moins explicite, une programmation de la mort de la restauration collective, dont bénéficient les agents. Sur la forme, ce sujet est d'ailleurs traité au travers de fiches pour le moins laconiques, voire inexploitable,

ce qui illustre, par l'absurde, l'absence de réelle volonté de mener une vraie politique de restauration au bénéfice des agents.

Mais plus largement, il y a aussi, et surtout le sujet de la gouvernance, ou plus exactement de la « crise de gouvernance » des 3 associations gestionnaires des vacances/loisirs, du logement et de la restauration au ministère. Vous reconnaissez l'existence de cette crise. Vous avez lancé unilatéralement des audits concernant toutes et chacune d'entre elles.

Mais, à part nous annoncer la création d'un opérateur unique, vous entretenez objectivement le flou sur le devenir de l'action sociale au ministère, qui, pourtant appartient à l'ensemble de ses agents.

La CFDT Finances se permet donc de vous rappeler ce que vient d'affirmer, jeudi 15 novembre sur France 2, notre ministre, Bruno Le Maire, évoquant l'intervention présidentielle de la veille : « Il faut respecter les gens ».

Dans ce sens, nous vous invitons donc à rétablir un dialogue social satisfaisant, en faisant montre de responsabilité sociale. Et cela passe d'abord, par le respect de vos agents, et leurs représentants.

Paris, le 16 novembre 2018